

1. Introduction

Aujourd'hui, parmi les Nigériens pour qui la Suisse évoque quelque chose, beaucoup la rattachent à la broderie qui en est importée et reste prisée pour la confection d'habits au fil des années. Ne sont pas rares non plus, ceux qui la désignent spontanément par «l'endroit où ils cachent tout l'argent volé». Le pronom «ils» se réfère aux politiciens nigériens ayant confondu les caisses de l'Etat avec leur compte en banque personnel. Bien que le gouvernement déclare sa lutte contre les détournements de fonds et toute forme de corruption, la portée concrète de cette intention peine à se faire sentir.¹ D'autre part, le secret bancaire, pratiqué en Suisse et dans d'autres pays², facilite les détournements de fonds en général. Ce fut le cas sous la dictature du général Sani Abacha, dont le clan parvint à placer en Suisse en tout cas 660 mio \$.³

Dans l'opinion publique suisse, *Nigeria* s'associe avant tout à la secte islamiste Boko Haram, ou encore à une catégorie de requérants d'asile, que le directeur de l'Office fédéral des migrations Alard du Bois-Reymond, en 2010, déclare à 99.5% criminels et pour qui la Confédération prévoit des «vols spéciaux» de rapatriement.⁴

-
- 1 Suite au retour à la démocratie en 1999, le gouvernement Obasanjo met sur pieds deux organes anti-corruption – EFCC et ICPC. Daniel Jordan Smith: *A Culture of Corruption. Everyday Deception and Popular Discontent in Nigeria*. Princeton 2007, pp. 114-117.
 - 2 Voir: <financialsecrecyindex.com/index.html>. Consulté le 19.2.2013.
 - 3 Voir: Daniel Ammann: «Fluchtgelder. Die heilsame Wirkung von Skandalen». In: Peter Röhrlisberger (Hg.): *Skandale: was die Schweiz in den letzten zwanzig Jahren bewegte*. Orell Füssli, Zürich 2005, pp. 99-103. Site de la Chambre de commerce internationale: <icc-ccs.org/home/news/118-leading-cases/697-abacha-case>, consulté le 18.1.2013.
 - 4 *NZZ am Sonntag*, 11.4.2010. Francesca Falk: «Eine postkoloniale Perspektive auf die illegalisierte Immigration in der Schweiz». In: Patricia Purtschert, Barbara Lüthi, Francesca Falk (Hg.): *Postkoloniale Schweiz. Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien*. Transcript, Bielefeld 2012, p. 210.

Ces regards croisés datent du 21^e siècle et sont portés sur des événements récents. Auparavant, les «Nigériens» n'ont pas leur place dans le débat sur l'immigration en Suisse, bien qu'en 1981, 303 résidents y sont enregistrés. Et si le scandale des fonds Abacha éclate en 1999, ils ont été placés en Suisse graduellement au cours des années précédentes. En 2005, le rapatriement de ces sommes a lieu suite à quelques échanges de vues sur le plan diplomatique, notamment par le biais de l'ambassade de Suisse au Nigeria, ouverte en 1960, et celle du Nigeria à Berne, établie six ans plus tard. Ceci révèle des relations bilatérales un peu plus anciennes que le tournant du millénaire. On peut donc s'interroger sur leur nature, vu qu'elles ne se sont pas toujours posées en termes de broderie, de fraudes financières et d'asile.

Pour beaucoup de Nigériens, l'image de la Suisse dépasse celle d'un producteur de broderie et refuge pour fonds détournés, pour autant qu'on précise le lien entre elle et des noms tels UTC ou Maggi. Les initiales UTC renvoient à une entreprise commerciale bâloise, arrivée à Lagos en 1930 et qui essaime supermarchés de luxe et garages à travers le pays. Quant au cube de bouillon Maggi, initialement fabriqué à Kempthal, ce produit qui transforme la culture alimentaire nigérienne à partir des années 1970 est actuellement vendu à chaque coin de rue et sur chaque place de village. Inversement, la plupart des Suisses portant un regard plus large sur le Nigeria sont nés avant 1968, année où la télévision diffusait les images d'agonie d'enfants squelettiques aux ventres gonflés, en conséquence de la Guerre civile, communément appelée Guerre du Biafra. Plus d'un Suisse se souvient d'avoir cassé sa première tirelire pour leur venir en aide.

Ces quelques points saillants dans l'opinion publique ne cachent pas le fait que les indices économiques globaux de la relation bilatérale Suisse – Nigeria demeurent peu significatifs, sachant la part du continent africain inférieure à 5% des échanges commerciaux de la Suisse. Mais pris isolément, 10% du pétrole brut qu'elle importait en 2009 provenaient du Nigeria.⁵ Les deux pays ont tissé des liens peu visibles, mais solides et durables, contrastant avec des relations internationales plus tradition-

5 Lien *Business and economy in Nigeria* du site de l'ambassade de Suisse à Abuja. <eda.admin.ch/eda/en/home/rebs/afri/vnga/ref_bufor/busnga.html>, consulté le 15.1.2013.

nelles qui s'établissent entre deux voisins, deux grandes puissances ou une métropole coloniale et un territoire de son empire. La Suisse est une petite nation officiellement neutre et non colonialiste, où un courant politique isolationniste se fait continuellement entendre. D'autre part, à plusieurs milliers de kilomètres de sa frontière, le Nigeria est issu de l'Empire britannique et acquiert son indépendance en 1960. Se pencher sur cette relation bilatérale revient à examiner un mécanisme-type de la globalisation, du moment que celle-ci entraîne une multiplication des relations entre des pays qu'à priori rien ne rapproche. Pour mieux comprendre ce mécanisme, il convient de préciser non seulement la nature des liens, mais aussi les motivations, intérêts et perceptions mutuelles des parties.

Contexte historiographique et problématique

Plus concrètement, à l'origine de mon intérêt pour ce sujet de recherche se trouve mon mémoire de licence à l'Université de Fribourg: *La Suisse et le Ghana de Nkrumah. Une présence économique et diplomatique à l'épreuve de la décolonisation (1950-1970)*.⁶ Ce sujet-même avait été inspiré par les travaux de deux collègues, qui s'étaient intéressés à l'aide au développement de la Suisse au Rwanda et en Guinée française. Puis, sous des angles d'approche similaires, d'autres se pencheront sur la Suisse et le Sénégal, puis la Suisse et le Burkina Faso.⁷ Au cours de mes recherches sur le

6 Déposé en 2006, publié en 2010 aux Editions universitaires européennes à Saarebruck. Mathieu Humbert, doctorant en histoire contemporaine à l'Université de Lausanne, effectue actuellement une thèse sur les relations économiques entre la Suisse et le Ghana, 1859-1970.

7 Tommaso M. E. Gianella: *La Suisse et le Rwanda: les débuts de la Coopération technique dans le cadre de l'aide au développement de 1960 à 1965*. Université de Fribourg 2002. Jérôme Schuwey: *La Suisse et la Guinée de Sekou Touré. Les enjeux de la Coopération technique au lendemain de l'indépendance (1958-1974)*. Université de Fribourg 2005. Alioune Dieng: *A l'ombre de la France: les relations entre le Sénégal et la Suisse au lendemain de l'indépendance (1960-1964)*. Université de Neuchâtel 2008. Philippe Boeglin: *La coopération au développement entre la Suisse et le Burkina Faso: continuité en régime révolutionnaire (1983-1987)*. Université de Fribourg 2010.

Ghana, ce qui m'orienta vers le Nigeria est l'hésitation de la Suisse entre ces deux pays, en 1960, pour ouvrir une ambassade dans cette partie du continent: le premier, abritant une communauté suisse considérable et dirigé par un gouvernement jugé susceptible; et le second, pays le plus peuplé d'Afrique, aux perspectives économiques prometteuses. A ce moment, je percevais, grossièrement, l'histoire des relations entre la Suisse et l'Afrique comme un grand puzzle qui avait été commencé et qu'il fallait compléter, alors que la pièce nigérienne ne reflétait que l'intervention du Comité international de la Croix-Rouge durant la Guerre civile.⁸

Se pencher sur l'histoire des relations étrangères de la Suisse revient, en premier lieu, à rappeler qu'en dépit de ses idéaux officiels d'indépendance et de neutralité, il s'agit d'un pays ayant connu une forte émigration au 19^e siècle, sans ressources minières ni accès maritime et qui n'a jamais connu l'autarcie.⁹ L'ouvrage collectif *Suisse-Afrique (18e-20e siècles): De la traite des Noirs à la fin du régime de l'apartheid*, donne un aperçu de quelques champs explorés par les historiens suisses: histoire des migrations, des missions, histoire diplomatique, économique, culturelle.¹⁰ On y remarque une prépondérance des thèmes liés à l'Afrique méditerranéenne et à l'Afrique du Sud, alors que la partie subsaharienne y est peu traitée, ce que les recensements rassemblés par Hans W. Debrunner peuvent expliquer: en 1961, les deux pays africains où résident le plus de Suisses sont, de loin, l'Union Sud-africaine et le Maroc, où on en compte 1'714 et 1'222.¹¹ Toutefois, en rédigeant des articles sur les pays africains

8 Thierry Hentsch: *Face au blocus. Histoire de l'intervention du Comité international de la Croix-Rouge dans le conflit du Nigéria, 1967-1970*. Genève 1973. Voir, aussi, le témoignage du coordinateur de cette intervention: August R. Lindt: *Generale hungern nie. Geschichte einer Hilfsaktion in Afrika*. Bern 1983.

9 Sur l'aspect économique de ces connexions, voir les contributions de Béatrice Veyrassat: «Weltoffenheit – Abhängigkeit – Interdependenz» et Margritt Müller: «Internationale Verflechtung», in: Patrick Halbeisen, Margrit Müller, Béatrice Veyrassat (Hg.): *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*. Schwabe, Basel 2012, pp. 35-60, 339-466.

10 Sandra Bott; Thomas David; Claude Lützelshwab; Janick Marina Schaufelbuehl (éd.): *Suisse-Afrique (18e-20e siècles): De la traite des Noirs à la fin du régime de l'apartheid*. Lit, Münster 2005.

11 Hans Werner Debrunner: *Schweizer im kolonialen Afrika*. Basler Afrika Bibliographien, Basel 1991, p. 23. Cette ouvrage privilégie l'approche biographique.

pour le *Dictionnaire historique suisse*, Marc Perrenoud appelle à combler cette lacune. Mis à part le critère géographique, la variété thématique sous laquelle les historiens suisses abordent la relation de leur pays avec le continent africain suggère quelques pistes et éléments de contextualisation pour le Nigeria.

En histoire sociale des migrations, René Lenzin analyse le mode de vie des Suisses en Côte de l'Or – nom colonial du Ghana.¹² Aucune autre nationalité d'Europe n'y était aussi largement représentée, à part les Britanniques. Lenzin fait apparaître une forte tendance communautariste et une vie privée empreinte de ségrégation raciale, d'où le terme « société coloniale » dans le sous-titre de son étude. Il distingue deux groupes principaux de migrants suisses: les membres de la Mission de Bâle et les commerçants.

La Mission de Bâle arrive en Côte de l'Or en 1828, puis s'établit au Cameroun en 1885, et au Nigeria en 1957. Cette institution sera rebaptisée Mission 21, et ses archives accueillantes faciliteront de nombreuses recherches.¹³ La société commerciale UTC en est directement issue, elle exerce un impact économique considérable en Côte de l'Or¹⁴ et s'implante au Nigeria à partir de 1930.

-
- 12 René Lenzin: *Afrika macht oder bricht einen Mann. Soziales Verhalten und politische Einschätzung einer Kolonialgesellschaft am Beispiel der Schweizer in Ghana (1945-1966)*. Basler Afrika Bibliographien, Basel 1999. Quelques autres études de cas sur les migrants suisses en Afrique: Lyonel Kaufmann: « Guillaume Tell au Congo. L'expansion suisse au Congo belge (1930-1960) ». In: Bouda Etamad, Thomas David (éd.): *La Suisse sur la ligne bleue de l'Outre-mer*. Les Annuelles n° 5, Lausanne 1994, pp. 43-94. Adolphe Linder: *Die Schweizer in Mosambik, 1721-1990*. A. Linder, Rondebosch 1998. Sandra Romer: *Eine neue Heimat in Südwestafrika? Die Schweizer Auswanderung nach Namibia, 1870-1946*. Basler Afrika Bibliographien, Basel 2003.
- 13 Pour une entrée en matière officielle et synthétique: Paul Jenkins: « Mission de Bâle ». In: *Dictionnaire historique suisse*, vol. VIII, Hauterive 2009. <dhs.ch>. Sur sa présence en Côte de l'Or, voir, par exemple: Lenzin, *op. cit.* John Miller: *Missionary zeal and institutional control. Organizational contradictions in the Basel Mission on the Gold Coast, 1828-1917*. Routledge, London 2003. A propos de son activité au Cameroun, voir: Jonas N. Dah: *Missionary motivations and methods: a critical examination of the Basel Mission in the Cameroon 1886-1914*. Basel 1983.
- 14 Ernest A. Osafo: *Der Beitrag der Basler Mission zur wirtschaftlichen Entwicklung Ghanas von 1828 bis zum Ersten Weltkrieg*. Dissertation, Universität zu Köln, Köln 1972.

Le type d'histoire économique inspirant mon approche diffère de celle pratiquée par Claude Lützelshwab, qui analyse l'activité d'une compagnie genevoise acquérant un vaste domaine agricole en Algérie. L'ouvrage de Sandra Bott traitant du commerce de l'or entre l'Afrique du Sud sous l'apartheid et les banques suisses ne constitue pas non plus un modèle adéquat pour aborder le Nigeria.¹⁵ C'est l'histoire des entreprises qui donne le meilleur angle d'approche. UTC constitue la pierre angulaire de la présence Suisse en Côte de l'Or, elle y écoule des produits européens manufacturés, et y acquiert surtout du cacao¹⁶; au Nigeria, elle s'intéressera aussi aux produits de palme. Ses activités se développent aux côtés d'autres négociants européens, dont elle intègre le cartel visant à écarter la concurrence levantine et indigène. Sarah Stockwell démontre que l'influence de ce groupe d'intérêt sur le processus de décolonisation en Côte de l'Or reste limitée. Du côté nigérian, Olakunle A. Lawal arrive aux mêmes conclusions.¹⁷

Sur la période post-coloniale, le champ de l'histoire diplomatique gagne en pertinence, car dès la fin de la décolonisation, la Suisse s'apprête à placer des ambassades dans les territoires africains qui auront acquis leur indépendance. Damien Carron explique l'évolution de l'attitude de la Suisse officielle face à la Guerre d'Algérie, et éclaire ainsi la genèse des Accords d'Evian. Construisant également sa recherche sur des sources

15 Claude Lützelshwab: *La Compagnie genevoise des Colonies suisses de Sétif (1853-1956). Un cas de colonisation privée en Algérie*. Peter Lang, Berne 2006. Sandra Bott: *La Suisse et l'Afrique du Sud. 1945-1990: marché de l'or, finance et commerce durant l'apartheid*. Chronos, Zurich 2013.

16 Voir: Andrea Franc: *Wie die Schweiz zur Schokolade kam. Der Kakaohandel der Basler Handelsgesellschaft mit der Kolonie Goldküste (1893-1960)*. Schwabe, Basel 2008. Voir, aussi: Sébastien Guex: «The development of Swiss trading companies in the twentieth century». In: Geoffrey Jones: *The Multinational Traders*. Routledge, London 1998, pp. 162-164. Sébastien Guex: «Le négoce suisse en Afrique subsaharienne: Le cas de la société Union Trading Company (1859-1918)». In: Hubert Bonin et Michel Cahen (dir.): *Négoce blanc en Afrique noire*. Société française d'histoire d'outre-mer, Bordeaux 2001, pp. 225-253.

17 Sarah Stockwell: *The Business of Decolonization. British Business Strategies in the Gold Coast*. Oxford University Press, Oxford 2000. Olakunle A. Lawal: «British Commercial Interests and the Decolonization Process in Nigeria, 1950-60». In: *African Economic History*, n° 22, 1994, pp. 93-110.

gouvernementales, Marisa Birri montre comment le positionnement de la Suisse vis-à-vis de la Guerre du Congo reste guidé par des intérêts économiques et une idéologie anticommuniste.¹⁸ Ces deux facteurs ne manquent pas de modeler la conception de ce qui devient une facette essentielle des relations Nord-Sud : l'aide au développement.¹⁹ En règle générale, les contributions du Service de coopération technique se dirigent d'abord vers les pays moins prisés par les investisseurs suisses²⁰ : une tendance qui préfigure l'adoption officielle, en 1976, du principe de « concentration géographique » de l'aide, sur le critère de pauvreté essentiellement mesurée à l'aune du PNB. Les facteurs culturels, imaginaires et émotionnels peuvent aussi jouer un rôle déterminant, comme l'explique Lukas Zürcher au sujet du Rwanda, où le gouvernement suisse déploie et maintient une importante coopération.²¹

La question idéologique venant d'être évoquée mène à l'histoire culturelle, plus précisément celle qui traite des représentations, des imaginaires. Rassemblant un corpus de sources très diverses comprenant notamment des supports publicitaires et des caricatures de presse, Patrick Minder observe que les stéréotypes courants en Suisse à propos des Africains, de 1875 à 1939, ne divergent pas de ceux présents dans les pays voisins et participent pleinement à la mentalité coloniale.²² On est tenté d'inscrire, dans le sillage de Minder, l'ouvrage collectif alémanique *Postkoloniale Schweiz*, qui ne se limite pas au thème africain et dont les

18 Damien Carron : *La Suisse officielle face à la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962). Implications, perception, retombées*. Université de Fribourg 2010. Marisa Birri : « Der Kalte Krieg war in Afrika ein Heisser. Die Schweiz und der Kongokonflikt 1960-1963 ». In : Sandra Bott, Janick Marina Schaufelbuehl, Sacha Zala (Hg.) : *Die internationale Schweiz in der Zeit des Kalten Krieges*. Schwabe, Basel 2011.

19 Marc Perrenoud : « Les relations de la Suisse avec l'Afrique lors de la décolonisation et des débuts de la coopération au développement ». In : *Revue internationale de politique de développement*, n° 1, 2010.

20 C'est, du moins, ce qui ressort des études de cas sur le Rwanda (Gianella, *op. cit.*), la Guinée (Schuwey, *op. cit.*), le Ghana (Page, *op. cit.*), le Burkina Faso (Boeglin, *op. cit.*).

21 Voir : Lukas Zürcher : *Die Schweiz in Ruanda. Mission, Entwicklungshilfe und nationale Selbstbestätigung* Chronos, Zurich 2014.

22 Patrick Minder : *La Suisse coloniale. Les représentations de l'Afrique et des Africains en Suisse au temps des colonies (1880-1939)*. Peter Lang, Berne 2011.

auteurs révèlent des continuités entre les stéréotypes de la période coloniale et la xénophobie contemporaine. Ici, est aussi examinée l'incidence de ces représentations mentales sur la politique migratoire.²³

Au sein des domaines historiographiques passés en revue, de nombreuses études mettent en regard leurs résultats avec un mythe prétendant que la Suisse n'a rien à voir avec la traite esclavagiste transatlantique et le colonialisme. De cette contradiction émergent des concepts tels « empire secret », « impérialisme oblique » ou « complicité coloniale » : tous se recourent en partie et revêtent une grande pertinence, bien que l'usage du terme « impérialisme » ouvre un débat sémantique²⁴ que je n'ai pas l'ambition de poursuivre dans mon introduction. Du moment qu'on distingue plusieurs groupes d'acteurs dont les intérêts peuvent diverger – par exemple : fonctionnaires, diplomates, commerçants – les relations internationales apparaissent sous des formes multiples, en dépit d'une profonde imbrication, en Suisse, entre la sphère politique et l'économie privée.²⁵ Pour tenir compte de cette multiformité, le qualificatif « transnational » s'avère souvent approprié, mais n'exclut pas pour autant un cadre d'analyse national. D'abord, la construction d'une nation repose aussi sur des phénomènes transnationaux²⁶ ; ensuite, un cadre national, même adopté arbitrairement, facilite l'appréhension du contexte et permet une analyse plus profonde.

Comme indique le titre de ce livre, j'entends écrire l'histoire d'une *relation*, au-delà de l'histoire des Suisses du Nigeria et de l'attitude de leur gouvernement face aux autorités de leur pays de résidence. L'impact d'une immigration, d'un investissement ou d'une démarche diplomatique ne

23 Purtschert, Lüthi, Falk, *op. cit.*

24 Voir, entre autres : Béatrice Veyrassat : *Réseaux d'affaires internationaux, émigrations et exportations en Amérique latine au XIX^e siècle. Le commerce suisse aux Amériques*. Droz, Genève 1993, pp. 21-33. Thomas David, Bouda Etemad : « Un impérialisme suisse ? Introduction ». In : Thomas David, Bouda Etemad, Claude Lützel Schwab, Michela Trisconi (éd.) : *Suisse-Tiers Monde. Des réseaux d'expansion aux formes de domination*. *Traverse, revue d'histoire*, 1998/2, pp. 7-27.

25 Voir : Thomas David, André Mach : « Des élites administratives sous influence ? ». In : *La Cité*, n° 2, 30.9.2011, p. 7.

26 Pierre Grosser : « L'histoire des relations internationales à l'épreuve des interactions transnationales ». In : Robert Frank (dir.) : *Pour l'histoire des relations internationales*. PUF, Paris 2012, pp. 281-282.

dépend pas seulement des intentions de leurs acteurs, mais également des réactions de l'hôte, du destinataire ou du partenaire, elles-mêmes déterminées par des attentes et perceptions. De plus, le Nigeria s'affirme en tant qu'acteur officiellement depuis son indépendance et concrètement, par exemple, lorsque ses ministres effectuent de fréquentes visites en Suisse, avant qu'une ambassade y soit ouverte.

Afin de saisir ce double regard, un sondage de l'historiographie nigériane est nécessaire et il convient, en premier lieu, d'évoquer la synthèse *A History of Nigeria* de Toyin Falola et Matthew Heaton, parue en 2008. Sur les relations étrangères, je retiens trois champs: l'histoire économique, l'histoire diplomatique, et des études de cas sur des relations bilatérales. Je n'inclue pas les rapports avec le colonisateur, car traités dans le premier chapitre.

Ayodeji Olukoju, en s'interrogeant sur les dynamiques et l'impact du commerce maritime à Lagos entre 1900 et 1950, commence par esquisser l'émergence d'une communauté d'affaires au début du siècle. En son sein, si les Britanniques se révèlent les plus puissants, la firme allemande G.L. Gaiser contrôle près de 25% des exportations de produits de palme et des marchands français et levantins ne sont pas en reste. Quelques commerçants africains importent directement, mais beaucoup se greffent sur les réseaux européens en tant qu'intermédiaires.²⁷ David K. Fieldhouse se concentre sur l'histoire de l'entreprise leader, United Africa Company [UAC]; il fait état de discussions avec UTC, au lendemain de l'indépendance, en vue d'ouvrir une chaîne d'assemblage d'automobiles près de Lagos, et du projet avorté de fabriquer localement la boisson suisse Ovaltine.²⁸ Beaucoup d'entrepreneurs nigériens, comme le remarque Tom Forrest, développent leurs affaires forts d'une expérience acquise dans les firmes européennes, alors qu'à partir des années 1970, un nombre croissant se lance suite à une formation universitaire.²⁹ Au-delà de l'indépendance politique, la persistante domination économique de l'étranger

27 Ayodeji Olukoju: *The Liverpool of West Africa. The Dynamics and Impact of Maritime Trade in Lagos 1900-1950*. Africa World Press, Trenton 2004, pp. 11-14.

28 David K. Fieldhouse: *Merchant Capital and Economic Decolonization. The United Africa Company 1929-1987*. Clarendon Press, Oxford 1994, pp. 534-537, 540-541.

29 Tom Forrest: *The Advance of African Capital: the Growth of Nigerian Private Enterprise*. Edinburgh University Press, London 1994, pp. 231-233.

incite les entrepreneurs indigènes à soutenir auprès du gouvernement un programme de « nigérianisation » du capital, et Thomas J. Biersteker observe que les multinationales usent de stratégies d'adaptation à même de rendre la transition acceptable par leur direction générale.³⁰

Les orientations majeures de la politique étrangère nigériane sous les régimes militaires sont présentées dans un ouvrage d'Olayiwola Abegunrin. A travers la création de la CEDEAO, une politique active de boycott de l'Afrique du Sud, le soutien aux mouvements de libération en Angola et au Zimbabwe, les généraux entendent élever le Nigeria à un rang de leader continental. Il en résulte, avec l'appui des revenus du pétrole, une position renforcée vis-à-vis de l'ex-colonisateur britannique, et des liens étroits aussi bien avec les Etats-Unis que l'Union soviétique, sans que le système capitaliste ne soit remis en cause.³¹ Ces tendances émergent durant la Guerre civile, période passée sous la loupe de John J. Stremmler, qui assoit son étude sur de nombreux témoignages de militaires, politiciens et fonctionnaires.³² Sur le terrain institutionnel, Sola Ojo examine l'organisation du Ministère des affaires étrangères et des missions diplomatiques entre 1960 et 1980, en dénonçant un financement insuffisant, un manque général de coordination et un recrutement biaisé par des critères de représentativité régionale.³³ La thèse d'Okon E. Emini se base sur une masse d'entretiens avec diplomates et fonctionnaires pour traiter du corps diplomatique nigérian. Lorsqu'il s'intéresse aux critères déterminant l'ouverture de représentations à l'étranger, il apparaît que l'ambassade à Berne se justifie par l'avancement industriel de la Suisse et la proximité de Genève, où siègent les Nations Unies.³⁴

30 Thomas J. Biersteker: *Multinationals, the State, and Control of the Nigerian Economy*. Princeton 1987.

31 Olayiwola Abegunrin: *Nigerian Foreign Policy under Military Rule 1966-1999*. Praeger, Westport 2003.

32 John J. Stremmler: *The International Politics of the Nigerian Civil War 1967-1970*. Princeton University Press, Princeton 1977.

33 Sola Ojo: « The Administration of Nigeria's Foreign Service, 1960-80 ». In: Timothy M. Shaw, Olajide Aluko (ed.): *Nigerian foreign policy: alternative perceptions and projections*. Macmillan, London 1983, pp. 56-76.

34 Okon Effiong Emini: *The Nigerian Diplomatic Corps and Foreign Policy Processes 1966-1979*. Doctoral thesis in the Department of Political Science, University of Ibadan, 1982. Conservée à la bibliothèque Kenneth Dike, Université d'Ibadan.

Dans une perspective bilatérale, Olajide Aluko se penche sur les changements d'attitude du Nigeria face à la Grande-Bretagne: la position de Lagos peut certes se raffermir sur des dossiers tels le colonialisme ou l'apartheid, mais les tensions ne débordent guère de quelques instants de crise et affectent peu une relation empreinte de continuité, ce que reflètent avant tout les échanges commerciaux et le système politique.³⁵ Par contre, Bola A. Akinterinwa estime que si les rapports économiques avec la France sont significatifs, la relation diplomatique évolue dans l'ombre d'une suspicion mutuelle d'impérialisme entre ce qu'il appelle un pouvoir africain et un pouvoir en Afrique. L'inimitié atteint son paroxysme lors des essais nucléaires dans le Sahara en 1960, le renvoi consécutif de l'ambassadeur français par Lagos, le soutien de la France aux sécessionnistes durant la Guerre civile; ensuite, ces événements nourrissent durablement la méfiance, bien que la relation connaisse un apaisement.³⁶ Autre puissance européenne, l'Allemagne attire l'attention d'Adeolu Durotoye, abordant les rapports avec le Nigeria sous l'angle de la culture politique. Le profil bas des liens politiques en dépit d'une relation économique importante s'expliquerait par une culture, du côté allemand, marquée par l'eurocentrisme et la diplomatie économique, alors que le Nigeria, au-delà de ses idéaux afrocentristes, se verrait affecté d'une culture informelle de népotisme et de corruption.³⁷ Pour ce qui touche aux connexions entre le Nigeria et de petits pays d'Europe comme la Suède, la Norvège ou le Danemark, je n'ai trouvé aucune étude.³⁸ De toute évidence, il s'agit d'un domaine peu exploré.

35 En tout cas jusqu'en 1980, seuls les Etats-Unis, sur le critère national, viennent à dépasser la part de la Grande-Bretagne dans les échanges commerciaux du Nigeria. Olajide Aluko: *Essays on Nigerian Foreign Policy*. George Allen, London 1981, pp. 43-72. Les trois chapitres suivants traitent de la relation avec l'Espace économique européen, Israël et les *super-pouvoirs*, pp. 73-116.

36 Bola A. Akinterinwa: *Nigeria and France, 1960-1995: the dilemma of thirty-five years of relationship*. Vantage, Ibadan 1999.

37 Adeolu Durotoye: *Nigerian-German Relations. The Role of Political Culture*. Lit, Münster 2001.

38 Toutefois, j'ai trouvé cette petite publication: Lennart Wohlgenuth (ed.): *The Nordic Countries and Africa: Old and New Relations*. Uppsala, Nordic Africa Institute 2002.

En tant qu'aspect de la globalisation, la relation Suisse-Nigeria se construit selon des mécanismes que j'entends éclairer par un questionnaire très simple inspiré de la méthode du sociologue Remi Hess, consistant à se demander: où est le pouvoir? qui prend les décisions? en fonction de quels intérêts, quelles nécessités?³⁹ En effet, le présent ouvrage s'efforce d'identifier les acteurs, afin de voir si chacun des deux pays connaît une solidarité organique entre ses diplomates, ses commerçants et autres émigrants, ou si une diversité d'intérêts rend le facteur national peu apparent. De là, ma problématique s'étend sur trois niveaux. Sur le premier, je cherche à identifier les motivations à tisser des liens avec l'étranger et avec ce pays plutôt qu'un autre, ce qui renvoie, notamment, aux intérêts, aux représentations, voire à l'imaginaire. Deuxièmement, quels moyens sont mis en œuvre? Pour réaliser un projet quelconque dans un pays éloigné de son lieu d'origine, tout individu doit faire preuve d'adaptation ou d'expérience, mettre en place une stratégie, disposer d'un bon carnet d'adresses, voire du soutien d'un réseau. Le troisième niveau s'assimile à un bilan, sous un double regard. D'un côté, celui de l'initiant, considérant son projet couronné de succès ou sanctionné d'un échec, ce qui, du côté du pays hôte, peut tour à tour être perçu comme une aide, une fructueuse coopération, une menace, une nuisance.

Sources

Un dépouillement de la correspondance entre l'ambassade de Suisse à Lagos et la centrale du Département politique – ancêtre des Affaires étrangères, a permis d'établir un premier squelette de la relation bilatérale. Ces lettres, rapports et télégrammes sont conservés aux Archives fédérales à Berne, de même que les fonds de la Coopération technique et de la Division du commerce, dont les dossiers avec mention *Nigeria* ont été systématiquement consultés. Puis, dans le courant de mes recherches, la mise en service d'un catalogue électronique a facilité la localisation de dossiers plus résiduels, comme ceux de l'Office fédéral de l'air. Quant au fonds de

39 Remi Hess: *Centre et Périphérie*. 2^e édition, Anthropos, Paris 2001, p. 25.

l'Office suisse d'expansion commerciale, qui éclaire les prémises de la relation diplomatique, il a pu être consulté aux Archives du canton de Vaud. Et pour mieux contextualiser le projet de formation *Partnership Aargau-Nigeria*, celles du canton d'Argovie ont aussi été utiles.

Les diverses facettes de la présence suisse incite à consulter des fonds privés. Les Archives de la Mission de Bâle conservent d'épais rapports de ses membres postés au Nigeria, ainsi que le fonds UTC. Ce dernier laisse cerner la méthode d'implantation de l'entreprise sur la décennie 1930, mais se tarit ensuite. A propos du transporteur bâlois Panalpina, toute consultation d'archives m'a été refusée⁴⁰ et il a fallu me contenter de sa publication commémorative et de ses bulletins d'entreprise rassemblés aux Archives économiques suisses à Bâle. Alumaco, autre pilier de la présence suisse, est une filiale d'Alusuisse, dont les archives sont éparpillées et peu cataloguées. Sur ce point, j'ai eu recours à des entretiens avec des managers. Par contre, si Nestlé maintient les procès-verbaux de son Conseil de direction dans la confidentialité, elles m'a généreusement ouvert les dossiers de sa correspondance avec la filiale nigériane.

D'un point de vue quantitatif, les investissements représentent l'aspect économique le plus difficile à établir.⁴¹ Pour ce qui touche au commerce de capitaux, quelques dossiers du Département politique retiennent les transactions enregistrées par celui des Finances et des douanes.⁴² Les flux légaux de marchandises, en revanche, se laissent très précisément observer grâce aux statistiques de la Direction générale des douanes. Leurs données sont si détaillées qu'elles appellent à en former des agrégats: par exemple, j'ai choisi de regrouper les entrées «esters phosphoriques, etc.» et «composés à fonction amine» sous l'agrégat «chimie». Ces statistiques se présentent ventilées par pays, mais aussi par types de marchandises, permettant d'identifier rapidement les principaux lieux de débouchés et provenances. Je m'y suis intéressé pour évaluer l'importance du Nigeria dans l'approvisionnement de la Suisse en pétrole.

40 A noter que la demande a été formulée en décembre 2009, alors que Panalpina venait d'être reconnue coupable de corruption étendue dans le delta du Niger et, en conséquence, de se retirer du Nigeria. Voir: chapitre X.1.

41 Cela dit, quelques données ressortent d'une publication de l'OCDE de 1967. Voir: chapitre V.1.

42 Voir: chapitre X.1.

L'objectif initial de mes recherches au Nigeria consistait à établir un contre-poids aux sources suisses en poursuivant la même méthode, soit en commençant par dépouiller la correspondance entre les Affaires étrangères à Lagos et l'ambassade à Berne. Or, les Archives nationales à Ibadan, censées conserver les fonds du Gouvernement fédéral et de la région Ouest, n'ont pas reçu de livraison significative depuis 1962. Au Ministère des affaires étrangères à Abuja, on m'a assuré que tout document se situant en ses murs restait strictement confidentiel. Quant à l'ambassade à Berne, elle a signalé que ses archives s'étaient mal préservées, ce qui rendait les documents illisibles.

Malgré tout, les Archives nationales à Ibadan recèlent quelques dossiers de la période coloniale ayant retenu mon attention: par exemple, sur les activités de l'agence lagosienne de l'Office suisse d'expansion commerciale, ou les importations de montres suisses durant la Deuxième Guerre mondiale. En tant que ressource majeure de ces archives pour la période d'indépendance, la presse quotidienne a fait l'objet d'un sondage régulier sur les décennies 1960 et 1970. Le fait que plusieurs journaux soient financés par des membres du gouvernement leur donne un caractère semi-officiel. Dans leurs pages, mon attention s'est dirigée vers tout article traitant de la Suisse, y compris les annonces publicitaires de ses entreprises. Du côté suisse, le *Journal de Genève* et la *Gazette de Lausanne* ont été privilégiés, en raison de la facilité de recherche offerte par leurs archives en ligne. J'y ai eu recours, avant tout, pour montrer dans quelle mesure certains événements du Nigeria ou aspects de la relation atteignent la sphère publique.

Faute de matériel archivistique, l'histoire orale, au Nigeria, constitue une ressource incontournable. J'ai été tenté de retrouver des ministres de la Première République s'étant rendus en visite officielle en Suisse, mais plusieurs étaient décédés et ce fut en vain. En revanche, il a été possible d'entrer en contact avec trois anciens ambassadeurs postés à Berne de 1968 à 1981, qui m'ont accueillis pour des entretiens.

Aux Archives nationales du Royaume-Uni à Kew, le fonds du Conseil des ministres du Nigeria laisse apparaître quelques enjeux internationaux, ainsi que des motifs et bilans de visites à l'étranger, durant les années 1950. D'autre part, on y trouve des dossiers de l'ambassade à Berne concernant la propagande durant la Guerre civile du Nigeria. A Londres réside une

communauté de chercheurs spécialisés en histoire de fin de l'Empire et du Commonwealth, avec lesquels de nombreux échanges ont aidé à préciser le contexte et la problématique de mon sujet.

Articulation des chapitres

1930 marque l'arrivée de UTC à Lagos, c'est pourquoi cette date ouvre ma période d'analyse, qui s'étend jusqu'en 1980, lorsque le Nigeria vient d'élire un gouvernement civil, après treize ans de régime militaire. Au cours de ces années, la Grande dépression, la Deuxième Guerre mondiale, la Guerre froide, la période de croissance économique communément appelée «trente glorieuses» et la hausse du prix du pétrole en 1973 concernent la Suisse et le Nigeria de plus ou moins près, mais l'histoire du second retient des événements le touchant autant, voire davantage que ces phénomènes globaux: l'accession à l'indépendance en 1960, la Guerre civile de 1967 à 1970 et les élections de 1979 en font partie. Considérant l'histoire nigériane plus susceptible de rythmer la relation bilatérale, j'y ai choisi les jalons chronologiques pour le découpage du plan.

La première partie commence par un cadre qui s'affranchit des bornes chronologiques annoncées, afin d'apporter quelques nuances et précisions sur la colonisation et décolonisation du Nigeria. Cette démarche aide à saisir le contexte dans lequel des Suisses s'y établissent et la relation bilatérale évoluera. Ensuite, le chapitre II analyse les facettes de la présence suisse sous la période coloniale, qui sont essentiellement commerciales et quelque peu missionnaires.

La deuxième partie débute en 1960, date de l'accession à l'indépendance, et montre comment la relation s'intensifie jusqu'en 1967, dans trois domaines: la diplomatie, la coopération au développement et l'économie. Le second se situe à la croisée des deux autres, mais prend une telle importance dans les rapports Nord-Sud à partir de cette décennie, qu'il mérite d'être traité à part.

La troisième partie couvre la Guerre civile. D'abord, le chapitre VI expose dans quelle mesure le conflit affecte non seulement les Suisses du Nigeria et les rapports diplomatiques, mais aussi l'opinion publique, qui peut exercer une influence sur les gouvernements. Puis, le chapitre VII

approfondit les deux aspects les plus saillants de la relation à ce moment: la vente d'armes suisses au Nigeria malgré une apparente interdiction et l'aide humanitaire apportée aux victimes de la Guerre. Je m'intéresse surtout au soutien gouvernemental, admettant que l'intervention humanitaire constitue en elle-même un autre sujet de recherche.⁴³

La quatrième partie reprend les trois domaines de la deuxième, sur la séquence 1970-1980. Elle s'intéresse à l'évolution de la relation diplomatique dès le lendemain de la Guerre civile, se penche sur la coopération au développement, largement reconceptualisée durant ces années, et analyse le nouvel élan donné aux rapports économiques par le boom pétrolier, ressenti comme un choc par les pays non-producteurs.

Note à propos des devises monétaires

Dans un premier temps, la devise monétaire du Nigeria est la livre nigériane [£N], qui connaît la parité avec la livre britannique [£]. La Naira [N] est introduite en janvier 1974 au taux de 1 N=1.52 dollar étasunien [\$]. Puis, cette valeur fluctue et atteint en 1980 une moyenne annuelle de 1 N=1.83 \$. En 1976, la valeur approximative en francs suisses [Sfr] est de 1 N=4 Sfr.⁴⁴

43 Hentsch, *op. cit.* En ce moment, Marie-Luce Desgrandchamps de l'Unité d'histoire contemporaine à l'Université de Genève prépare une thèse de doctorat sur: «L'action humanitaire d'organisations internationales et d'ONG lors de la crise du Biafra de 1967 à 1970».

44 Forrest 1994, *op. cit.*, p. 12. Lettre de P.C. Hartwell à J. Daniel, 4.10.1976. CH AHN NES C1.5/3260 Nigeria 1974-1976.